



CHAPITRE 11

LOI CONCERNANT LE SERVICE CIVIL

CHAPTER 11

AN ACT RESPECTING THE CIVIL SERVICE

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du service civil*. S. R. 1925, c. 10, a. 1.

1. This act may be cited as the *Civil Service Act*. R. S. 1925, c. 10, s. 1.

Short
title.

SECTION I

DE LA COMPOSITION DU PERSONNEL

Person-
nel.

2. Les membres du service civil sont les sous-chefs, les fonctionnaires, les officiers, les commis et les messagers employés en permanence au siège du gouvernement dans les départements, et les officiers spéciaux qui y sont pareillement employés, si pour ces derniers le lieutenant-gouverneur en conseil le prescrit. S. R. 1925, c. 10, a. 2; 16 Geo. V, c. 14, a. 1.

Sous-
chefs.

3. Les sous-chefs sont le sous-ministre de chacun des départements énumérés à l'article 2 de la Loi des départements (chap. 43), lesquels sont respectivement désignés sous le nom de sous-ministre du département auquel ils sont attachés, sauf ceux des quatre départements en premier lieu énumérés audit article, lesquels sont respectivement désignés "greffier du conseil exécutif, assistant-procureur général, sous-secrétaire de la province et assistant-trésorier de la province". Au département de l'instruction publique, il y a deux sous-ministres qui en sont les secrétaires. Le chef du cabinet du premier ministre est également sous-ministre, de même que l'auditeur de la province, dans la mesure où cette désignation est compatible avec les fonctions qui lui sont assignées par la Loi du revenu et de la vérification des

DIVISION I

COMPOSITION OF THE CIVIL SERVICE

2. The members of the civil service are the deputy-heads, functionaries, officers, clerks and messengers, permanently employed in the departments at the seat of government, and the special officers similarly employed, if, with respect to the latter, the Lieutenant-Governor in Council so orders. R. S. 1925, c. 10, s. 2; 16 Geo. V, c. 14, s. 1.

Person-
nel.

3. The deputy-heads are the deputy ministers of each of the departments enumerated in section 2 of the Public Department Act (Chap. 43), who are designated respectively under the name of deputy minister of the department to which they are attached, except those of the first four departments enumerated in the said section, who are designated respectively "Clerk of the Executive Council", "Deputy Attorney-General", "Assistant Provincial Secretary" and "Assistant Provincial Treasurer". In the Department of Education, there are two deputy ministers who are the Secretaries thereof. The Executive Secretary of the Prime Minister is also a deputy minister, as also the Provincial Auditor, to the extent that such designation is consistent with the functions

Deputy-
heads.

comptes. S. R. 1925, c. 10, a. 3; 20 Geo. V, c. 19, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 3; 1 Ed. VIII (2), c. 20, a. 3; 1 Ed. VIII (2), c. 29, a. 1; 3 Geo. VI, c. 13, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 4.

assigned to him by the Provincial Audit Act. R. S. 1925, c. 10, a. 3; 20 Geo. V, c. 19, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 3; 1 Ed. VIII (2), c. 20, s. 3; 1 Ed. VIII (2), c. 29, s. 1; 3 Geo. VI, c. 13, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 4.

Sous-chefs
conjoint.

4. Lorsqu'il y a deux sous-chefs dans le même département, ils sont désignés sous le nom de sous-chefs conjoints, ou de premier et de second sous-chef, selon le cas. S. R. 1925, c. 10, a. 4.

4. When there are two deputy-heads in the same department, they are designated as joint deputy-heads or first and second deputy-heads, as the case may be. R. S. 1925, c. 10, s. 4.

Techni-
ciens.

5. Si les affaires d'un département exigent qu'un fonctionnaire ou employé possède des connaissances professionnelles, scientifiques ou techniques spéciales, toute personne qui possède ces connaissances peut être nommée, pour être employée à ce département, à titre d'officier spécial. S. R. 1925, c. 10, a. 5.

5. If the business of any department require that an officer should possess special professional, scientific or technical knowledge, any person having such knowledge may be appointed, to be employed in such department, under the designation of special officer. R. S. 1925, c. 10, s. 5.

Secrétaire
particuliers.

6. Toute personne qui possède les qualités requises peut être nommée secrétaire particulier du chef d'un département, à titre d'employé temporaire, et son traitement est fixé conformément et est sujet aux dispositions de la présente loi.

6. Any person having the necessary attainments may be appointed private secretary to the head of a department, under the designation of temporary employee, and his salary shall be fixed in conformity with and be subject to the provisions of this act.

Un employé du service civil peut aussi être nommé à cette charge et recevoir, pendant qu'il remplit cette charge, en sus de son traitement régulier, telle somme que peut fixer le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 10, a. 6; 16 Geo. V, c. 14, a. 2.

An employee of the civil service may also be appointed to the said office, and may receive, while he holds such office, over and above his regular salary, such sum, as the Lieutenant-Governor in Council may fix. R. S. 1925, c. 10, s. 6; 16 Geo. V, c. 14, s. 2.

Surnu-
méraires.

7. Lorsque, par suite d'un surcroît temporaire d'ouvrage ou pour toute autre cause, il devient nécessaire de se procurer l'aide d'employés surnuméraires dans un département, les personnes dont il est besoin, peuvent, à la demande du sous-chef, être employées temporairement. Ces employés sont nommés par un arrêté en conseil et ils demeurent en fonction pour la période de temps fixée dans ledit arrêté en conseil ou, si aucune période n'y est fixée, jusqu'à ce qu'ils soient notifiés par le sous-chef que leurs services ne sont plus requis; et cette notification doit être portée à la connaissance de l'auditeur de la province. S. R. 1925, c. 10, a. 7; 16 Geo. V, c. 14, a. 3.

7. Whenever, by reason of temporary increase in work, or for any other cause, it becomes necessary to procure the assistance of supernumerary employees in a department, the number of persons required to do the necessary work may, upon the application of the deputy-head, be temporarily employed. Such employees shall be appointed by order-in-council, and they shall remain in office for the time determined in the said order-in-council, or, if no time is determined therein, until they are notified by the deputy-head that their services are no longer required, and such notification shall be communicated to the Provincial Auditor. R. S. 1925, c. 10, s. 7; 16 Geo. V, c. 14, s. 3.

Rémunération.

8. Le taux de la rémunération pour ce service temporaire est soumis aux dispositions de l'article 12. S. R. 1925, c. 10, a. 8; 16 Geo. V, c. 14, a. 4.

8. The rate of remuneration for such temporary service shall be subject to the provisions of section 12. R. S. 1925, c. 10, s. 8; 16 Geo. V, c. 14, s. 4. Remuneration.

SECTION II

DU CLASSEMENT ET DE LA RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Traitement des sous-ministres.

9. Chacun des sous-ministres reçoit un traitement de cinq mille dollars pour la première année qui suit sa nomination, avec augmentation annuelle de cinq cents dollars jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre maximum de six mille dollars.

L'assistant-procureur général reçoit le traitement qui lui est attribué en vertu de l'article 6 de la Loi du département du procureur général (chap. 46).

Il est néanmoins loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, dans les cas exceptionnels, lors de ou après la nomination du sous-ministre, un traitement plus élevé que le minimum ou que la rémunération à laquelle il a alors droit, pourvu que ce traitement ne dépasse, en aucun temps, le maximum fixé par le présent article. S. R. 1925, c. 10, a. 9; 16 Geo. V, c. 14, a. 5; 1 Ed. VIII (2), c. 20, a. 4; 1 Ed. VIII (2), c. 29, a. 2; 2 Geo. VI, c. 25, a. 3; 3 Geo. VI, c. 13, a. 2; 5 Geo. VI, c. 22, a. 5.

Classification, rémunération.

10. Les classification et rémunération prévues par l'arrêté en conseil No 1739 du 16 octobre, 1925, sont les classification et rémunération qui s'appliquent aux membres du service civil y mentionnés.

Modifications.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier cet arrêté en conseil, soit en y ajoutant, dans les divisions actuelles, des fonctions qui existent déjà et auxquelles il n'a pas été pourvu, soit en y ajoutant de nouvelles divisions pour couvrir les cas qui peuvent se présenter par suite de la création de nouveaux emplois ou de fonctions nouvelles. S. R. 1925, c. 10, a. 10; 16 Geo. V, c. 14, a. 6.

Classement.

11. Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil nommant une personne à une charge permanente ou temporaire ou à titre de surnuméraire, dans le service inté-

DIVISION II

CLASSIFICATION AND REMUNERATION OF THE MEMBERS OF THE CIVIL SERVICE

9. Each of the deputy ministers shall receive a salary of five thousand dollars for the first year following his appointment, with an annual increase of five hundred dollars until his salary has reached the maximum of six thousand dollars. Salaries of deputy ministers.

The Deputy Attorney-General shall receive the salary attributed to him in virtue of section 6 of the Attorney-General's Department Act (Chap. 46.)

It shall, nevertheless, be lawful for the Lieutenant-Governor in Council to grant, in exceptional cases, on or after the appointment of a deputy minister, a salary higher than the minimum or the remuneration to which he is then entitled, provided that the salary shall, in no case, exceed the maximum fixed by this section. R. S. 1925, c. 10, s. 9; 16 Geo. V, c. 14, s. 5; 1 Ed. VIII (2), c. 20, s. 4; 1 Ed. VIII (2), c. 29, s. 2; 2 Geo. VI, c. 25, s. 3; 3 Geo. VI, c. 13, s. 2; 5 Geo. VI, c. 22, s. 5.

10. The classification and remuneration provided by the order-in-council No. 1739 of the 16th of October, 1925, shall be the classification and remuneration which shall apply to the members of the civil service therein mentioned. Classification, remuneration.

The Lieutenant-Governor in Council may amend such order-in-council, either by inserting therein, in the present divisions, already-existing offices not provided for, or by adding new divisions thereto in order to cover cases that may arise consequent upon the creation of new employments or new offices. R. S. 1925, c. 10; s. 10; 16 Geo. V, c. 14, s. 6. Amendement.

11. Every order of the Lieutenant-Governor in Council appointing a person to a permanent or temporary office or as a supernumerary employee, in the inside Classification.

rieur, doit indiquer si elle est permanente, temporaire ou surnuméraire, et lui assigner une des divisions des classes fixée par l'arrêté en conseil mentionné dans l'article 10; le traitement de cette personne, dans la division de la classe qui lui est assignée, est déterminé conformément et est sujet aux dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 10, a. 11; 16 Geo. V, c. 14, a. 7.

service, shall designate such person as a permanent, temporary or supernumerary employee, and shall assign such person to one of the divisions of the classes fixed by the order-in-council mentioned in section 10; the salary of such person, in the division of the class assigned to him, shall be determined in conformity with and be subject to the provisions of this act. R. S. 1925, c. 10, s. 11; 16 Geo. V, c. 14, s. 7.

Traite-
ment ini-
tial.

12. Le traitement attribué lors de la nomination est le minimum du traitement accordé à la division de la classe dans laquelle est versé le nouveau titulaire de la charge ou de l'emploi par l'arrêté en conseil qui le nomme. S. R. 1925, c. 10, a. 13 (*partie*); 16 Geo. V, c. 14, a. 9.

12. The salary assigned at the time of the appointment shall be the minimum salary attached to the division of the class in which the new holder of the office or employment is placed by the order-in-council appointing him. R. S. 1925, c. 10, s. 13 (*part*); 16 Geo. V, c. 14, s. 9.

Excep-
tion.

13. Néanmoins, si les qualités nécessaires à l'accomplissement des fonctions d'une charge ou d'un emploi sont d'une nature exceptionnelle, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ajouter à ce minimum telle somme supplémentaire qu'il juge raisonnable, sur la proposition du ministre basée sur le rapport écrit du sous-ministre du département attestant la nature exceptionnelle de ces fonctions et la capacité à les remplir de la personne qu'il est question de nommer; mais ce traitement ne doit pas atteindre celui déterminé pour la période d'années immédiatement supérieure. S. R. 1925, c. 10, a. 13 (*partie*); 16 Geo. V, c. 14, a. 9.

13. Nevertheless, if the qualities necessary for the performance of the duties of an office or employment are of an exceptional kind, the Lieutenant-Governor in Council may add to such minimum such further sum as he thinks proper, upon the proposal of the Minister, based on a written report of the Deputy Minister of the department, attesting the exceptional nature of the duties and the ability of the proposed appointee to fulfil them; but such salary shall not reach that fixed for the period of years immediately superior. R. S. 1925, c. 10, s. 13 (*part*); 16 Geo. V, c. 14, s. 9.

Augmen-
tations
automa-
tiques.

14. 1. Les augmentations de traitement prescrites par l'arrêté en conseil mentionné dans l'article 10, auront lieu automatiquement pour chaque employé dès qu'il aura atteint les périodes de temps qui y sont déterminées. Cependant, sur le rapport du ministre ou du sous-ministre d'un département, adressé à l'auditeur de la province relativement à un employé quelconque, cet employé n'aura pas droit à l'augmentation que prescrit ledit arrêté en conseil.

14. 1. The increases of salary prescribed in the order-in-council mentioned in section 10 shall take place automatically for each employee as soon as he has attained the periods of time therein determined. Nevertheless, upon the report of the Minister or Deputy-Minister of a department, addressed to the Provincial Auditor, respecting any employee, such employee shall not be entitled to the increase prescribed by the said order-in-council.

Change-
ments
par arrê-
té en con-
seil.

2. Aucun employé ne recevra une augmentation de traitement, sauf tel que prévu par le paragraphe 1 du présent article, ni ne sera changé de classe, sans un arrêté en conseil. S. R. 1925, c. 10, a. 14; 16 Geo. V, c. 14, a. 10.

2. No employee shall receive any increases of salary other than those provided for by subsection 1 of this section, nor shall his classification be changed, except by order-in-council. R. S. 1925, c. 10, s. 14; 16 Geo. V, c. 14, s. 10.

Plusieurs fonctions.

15. Lorsqu'une personne est nommée à plus d'une fonction ou d'un emploi, l'arrêté en conseil peut fixer au chiffre estimé raisonnable la rémunération qui sera attachée à chaque fonction ou emploi excédant un seul emploi ou une seule fonction.

Titulaires conjoints.

De même lorsque plusieurs personnes sont nommées conjointement à une même charge, l'arrêté en conseil peut fixer au chiffre estimé raisonnable la rémunération de chacun des titulaires, pourvu que la rémunération attribuée à chacun des titulaires n'excède pas les deux tiers du traitement attaché à la charge dont il s'agit. S. R. 1925, c. 10, a. 15; 16 Geo. V, c. 14, a. 11.

Allocations additionnelles.

16. Il ne doit être payé à aucune personne employée dans le service civil aucune rémunération en sus du traitement régulier attaché à ses fonctions, si ce n'est par un arrêté en conseil dans lequel doit être mentionné le nom de la personne devant recevoir la rémunération, ainsi que le service pour lequel cette rémunération est allouée. S. R. 1925, c. 10, a. 16.

15. Whenever a person is appointed to more than one office or employment, the order-in-council may fix at any reasonable amount the remuneration to be attached to each office or employment other than a single office or employment. Several offices.

Likewise whenever several persons are appointed jointly to the same office, the order-in-council may fix at any reasonable amount the remuneration of each of them, provided the remuneration so accorded to each of them does not exceed two-thirds of the salary attached to the office in question. R. S. 1925, c. 10, s. 15; 16 Geo. V, c. 14, s. 11. Joint-officers.

16. No additional remuneration beyond the regular salary of the office he holds, shall be paid to any person employed in the Civil Service, except by an order-in-council in which the name of the person who is to receive such remuneration, as well as the services for which such remuneration is allowed, shall be mentioned. R. S. 1925, c. 10, s. 16. Additional remuneration.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES

Règlements.

17. Le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, peut réglementer la régie, la direction et l'administration des départements, et peut, au besoin, y créer des charges et des emplois; il peut aussi fixer en tout temps et à différentes reprises, le nombre d'employés permanents nécessaires pour les fins du service public dans les départements. S. R. 1925, c. 10, a. 26.

Enquêtes.

18. Il est loisible au chef d'un département de faire lui-même, ou d'autoriser par écrit un ou trois des sous-chefs de département ou une ou trois autres personnes à faire, à sa place, une enquête sur la conduite d'un employé sous son contrôle, ou sur quelque affaire se rattachant à l'administration ou gestion de son département.

Témoins.

Il a, de même que la personne ou les personnes ainsi commises, le pouvoir d'interroger des témoins sous serment ou affirmation, suivant le cas. S. R. 1925, c. 10, a. 27; 16 Geo. V, c. 14, a. 13.

DIVISION III

MISCELLANEOUS

17. The Lieutenant-Governor may, by order-in-council, make regulations for the government, control and management of the departments, and may, when necessary, create offices and positions therein; he may also determine the number of permanent employees who are required for the public service in the departments. Regulations.

18. The head of any department may hold, or authorize in writing one or three deputy-heads of departments or one or three other persons to hold, in his stead, an inquiry into the conduct of any employee under his control, or into any matter connected with the administration or management of his department. Inquiries.

He, as also the persons so authorized, shall have power to interrogate witnesses on oath or affirmation, as the case may be. R. S. 1925, c. 10, s. 27; 16 Geo. V, c. 14, s. 13. Witnesses.

Techni-
ciens.

19. Nulle personne ne peut être nommée à une charge qui exige des connaissances professionnelles, scientifiques ou techniques en qualité d'officier spécial ou technicien à moins qu'elle ne possède réellement et établisse, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle possède ainsi ces connaissances. S. R. 1925, c. 10, a. 28; 16 Geo. V, c. 14, a. 14.

19. No person may be appointed to an office which requires professional, scientific or technical knowledge as a special officer or technician unless he actually possesses and establishes, to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council, that he so possesses such knowledge. R. S. 1925, c. 10, s. 28; 16 Geo. V, c. 14, s. 14.

Nomina-
tion des
fonction-
naires.

20. Les sous-chefs, les officiers et employés publics permanents, temporaires et surnuméraires, du service intérieur de la province, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

20. Deputy-heads, and the permanent, temporary or supernumerary public officers and employees of the inside service of the Province shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Nomina-
tion des
ouvriers.

Les ouvriers, gardiens, préposés aux ascenseurs, journaliers et femmes de peine, employés au siège du gouvernement, sont nommés par un écrit du ministre des travaux publics, et ils reçoivent le salaire qui leur est attribué par ledit ministre. S. R. 1925, c. 10, a. 29; 16 Geo. V, c. 14, a. 15; 21 Geo. V, c. 19, a. 34.

Workmen, guardians, elevator men, day laborers and charwomen, employed at the seat of the Government, shall be appointed by a writing from the Minister of Public Works, and shall receive the salary assigned to them by the said Minister. R. S. 1925, c. 10, s. 29; 16 Geo. V, c. 14, s. 15; 21 Geo. V, c. 19, s. 34.

Serments
d'office et
d'allé-
geance.

21. 1. Les sous-chefs des départements et les employés du service civil, avant d'entrer en fonction, prêtent le serment d'allégeance ainsi que celui qui suit :

21. 1. Before entering upon their duties, the deputy-heads of departments and the employees of the civil service shall take the oath of allegiance, and the following oath :

"Je, A. B., jure que je remplirai les devoirs de ma charge de
avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement, ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi Dieu me soit en aide!"

"I, A. B., swear that I will fulfill the duties of my office of
honestly and justly, and that I will not receive any sum of money or consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything whatsoever by or with the Government, other than my salary or what may be allowed me by law or by an order of the Lieutenant-Governor in Council: So help me God."

Les mêmes serments peuvent être exigés des secrétaires particuliers et des employés surnuméraires par le chef du département.

The same oaths may be exacted from private secretaries and supernumerary clerks by the head of the department.

Serment
de dis-
crétion.

2. Outre les serments ci-dessus mentionnés, le greffier du Conseil exécutif et ses employés, ainsi que tout autre sous-chef ou employé, lorsqu'ils en sont requis par le lieutenant-gouverneur en conseil, prêtent celui qui suit :

2. In addition to the oaths above mentioned, the Clerk of the Executive Council and the employees thereof, as well as every other deputy-head or employee, when thereto required by the Lieutenant-Governor in Council, shall take the following oath :

"Je, A. B., jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai

"I, A. B., further swear that I will not reveal or disclose, unless duly authorized, anything that may come to my knowledge

	eu connaissance dans l'exercice de mon emploi. Ainsi Dieu me soit en aide!"	in the discharge of my duties. So help me God."
Presta- tion.	3. Ces serments sont prêtés par le greffier du Conseil exécutif devant le lieutenant-gouverneur ou devant une personne autorisée à cet effet; et ils sont prêtés par les autres sous-chefs et par les employés devant le greffier du Conseil exécutif.	3. Such oaths shall be taken by the Clerk of the Executive Council before the Lieutenant-Governor or before a person authorized for that purpose; and by the other deputy-heads and by the employees before the Clerk of the Executive Council.
Registre.	4. Un registre de ces serments est tenu par le greffier du Conseil exécutif. S. R. 1925, c. 10, a. 30.	4. A register of such oaths shall be kept by the Clerk of the Executive Council. R. S. 1925, c. 10, s. 30.
Violation des ser- ments.	22. Un sous-chef ou un employé qui contrevient à ces serments est immédiatement destitué. S. R. 1925, c. 10, a. 31.	22. Every deputy-head or employee who violates such oath shall be immediately dismissed. R. S. 1925, c. 10, s. 31.
Devoirs et pou- voirs des sous- minis- tres.	23. Le sous-chef de chaque département surveille et dirige les employés de son département. Il est chargé du contrôle général des affaires qui s'y traitent, sous la direction du chef, et exerce les autres pouvoirs et devoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.	23. The deputy-head of each department shall superintend and direct the employees in his department. He shall, under the direction of the head of the department, have the general control of the matters connected therewith, and exercise the other powers and duties assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.
Suspen- sion d'em- ployés.	En l'absence du chef, il peut suspendre tout employé du département qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont la conduite est jugée par lui reprehensible; il doit en faire rapport au chef du département. S. R. 1925, c. 10, a. 32.	In the absence of the head of the department, he may suspend any employee who refuses or neglects to obey his orders or whose conduct he may deem blameworthy; and he shall report such suspension to the head of the department. R. S. 1925, c. 10, s. 32.
Sous-mi- nistres sup- pléants.	24. Le chef du département peut charger un des principaux officiers administratifs ou un officier spécial de son département, de remplir les devoirs du sous-chef en l'absence de ce dernier; et, pendant tout le temps que cet officier remplit ces devoirs, il a tous les pouvoirs du sous-chef absent. S. R. 1925, c. 10, a. 33.	24. The head of a department may entrust any principal administrative officer or special officer of such department with the duty of the deputy-head, in the absence of the latter; and during the whole period that such officer discharges such duties, he shall have all the powers of the absent deputy-head. R. S. 1925, c. 10, s. 33.
Aides d'em- ployés d'autres départe- ments.	25. Sujet aux dispositions de l'article 10 de la Loi du contrôle du revenu (chap. 73), lorsque les employés d'un département ne peuvent expédier, avec toute la diligence requise pour le service public, la besogne qui leur est confiée et que de l'aide peut être obtenue de la part d'employés d'autres départements, le sous-chef de ce département peut s'entendre avec les sous-chefs de ces autres départements pour avoir temporairement les services du nombre d'employés nécessaires; et ces	25. Subject to the provisions of section 10 of the Provincial Revenue Act (Chap. 73), when the employees of a department cannot perform the duties entrusted to them with sufficient despatch for the public service, and assistance may be had from the employees in other departments, the deputy-head of such department may confer with the deputy-head of the other departments, for the purpose of obtaining the temporary services of the required number of employees; and such employees

employés doivent fournir leurs services sans augmentation de traitement. S. R. 1925, c. 10, s. 34.

Rapport mensuel.

26. Tous les mois, le sous-chef de chaque département est tenu de faire, au chef du département, un rapport exact de la régularité et de l'efficacité du service de tous les employés sous son contrôle. S. R. 1925, c. 10, a. 35.

26. Every month, the deputy-head of each department shall make a faithful report to the head thereof with respect to the regularity and efficiency of the service of all the employees under his control. S. R. 1925, c. 10, s. 35.

Budget.

27. Le paiement des officiers et employés publics de la province est fait sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature. S. R. 1925, c. 10, a. 36; 16 Geo. V, c. 14, a. 16; 5 Geo. VI, c. 6, a. 1.

27. The payment of the public officers and employees of the Province shall be made out of the sums voted annually, for that purpose, by the Legislature. S. R. 1925, c. 10, s. 36; 16 Geo. V, c. 14, s. 16; 5 Geo. VI, c. 6, s. 1.

Rapport à la Législature.

28. Dans les premiers quinze jours de chaque session de la Législature, il doit être soumis à l'Assemblée législative un rapport de toutes les nominations et promotions faites dans le service civil depuis la session précédente, ainsi que copie des arrêtés en conseil concernant ces nominations et promotions. S. R. 1925, c. 10, a. 37.

28. Within the first fifteen days of every session of the Legislature, a statement showing the appointments and promotions which have been made in the civil service, since the preceding session, and also copies of the orders-in-council concerning such appointments and promotions, shall be submitted to the Legislative Assembly. S. R. 1925, c. 10, s. 37.